

# OTAN : Le mythe des 2%

Autor(en): **Gros-Verheyde, Nicolas**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue Militaire Suisse**

Band (Jahr): - **(2017)**

Heft 2

PDF erstellt am: **05.07.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-781538>

## **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern. Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

## **Haftungsausschluss**

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.



Un exercice de compagnie des chasseurs belges. Le manque de crédits dans la Défense belge et le jeu de blocage sont symptomatiques de la crise de la sécurité en Europe. L'armée, engagée aujourd'hui dans des tâches pour lesquelles elle n'a pas été prévue, après sa professionnalisation et sa reconfiguration dans une force de projection de maintien de la Paix, nécessite une refonte et surtout des crédits à la hauteur de sa tâche.

## Politique de sécurité

### OTAN : Le mythe des 2 %

**Nicolas Gros-Verheyde**

Rédacteur en chef de B2-Bruxelles2 ; correspondant UE/OTAN à Bruxelles

**C'**est la dernière antienne à la mode. Il faut que les dépenses de défense (publiques) soient à la hauteur de 2 % du produit intérieur brut.<sup>1</sup>

Cet objectif a été fixé au niveau de l'Alliance atlantique, rappelé régulièrement à tous les sommets – au Pays de Galles, septembre 2014, puis Varsovie en juillet 2016. James Mattis, le nouveau secrétaire d'Etat à la Défense, l'a encore rappelé lors de sa venue à l'OTAN : le contribuable américain ne doit pas payer pour le contribuable européen... Chaque pays doit faire des progrès « immédiats et réguliers » vers cet objectif.

#### Une réalité ou une illusion

2 % c'est un chiffre mythique. Il est un peu à la défense ce qu'est le « 3 % de déficit » du pacte de stabilité à l'économie : une ligne de crête mais aussi une certaine illusion. C'est le gage, selon ses promoteurs, d'une défense efficace. On peut en douter. L'augmentation des dépenses de défense n'est un gage ni de qualité ni d'efficacité ni de disponibilité ni de volonté d'engagement. Les années précédentes de l'histoire européenne l'ont prouvé. Et on peut le constater encore aujourd'hui en se livrant à quelques essais comparatifs.

#### Efficace à 1 % et inefficace à 2 % ?

Le taux de dépenses ne signifie pas l'efficacité militaire. La Grèce dépense 2,38 % de son budget à la défense tandis qu'à l'autre bout de l'échelle, le Luxembourg dépense 0,44 % de son PIB pour la défense. On ne peut pas dire que la première soit vraiment engagée sur le plan extérieur... Autre exemple : la Pologne consacre 2 % de son budget à la défense tandis que la France engage 1,78 %.<sup>2</sup> A l'aune de

la sécurité européenne, et des menaces internationales, la défense polonaise n'a pas encore vraiment démontré un engagement dynamique à l'inverse de l'armée française. On peut regarder aussi la Bulgarie ou le Portugal – qui consacrent 1,35 % de leur PIB à la défense – alors que le Danemark qui y consacre 1,17 %. Là encore, l'efficacité militaire est sans doute inversée.<sup>3</sup>

#### Un chiffre très partiel

Ce chiffre de 2 % est donc loin d'être la panacée. Car il n'est qu'un pourcentage et n'a qu'une valeur très limitée. Il faudrait aussi examiner le *ratio* investissement/équipements sur le ratio personnel, le ratio de dépenses de recherche, l'engagement en opération extérieure ou au niveau solidaire... et la réalité sur le terrain comme la volonté politique. Ce qui est autrement plus difficile à quantifier et oblige à dire certaines vérités. Ce chiffre dépend aussi du volume et de la croissance économique. Ainsi le passage à 2 % du PIB de l'Allemagne par exemple signifierait un engagement autrement conséquent et donnerait à Berlin un poids dominant dans l'engagement militaire européen dans l'Alliance, en valeur absolue.

#### Les Européens en recherche d'efficacité

Pour être plus efficaces, les Etats européens ont surtout besoin de mieux se coordonner dans le cadre de leurs investissements de défense. Certaines lacunes persistantes (hélicoptères, renseignements, technique géospatiale) ne sont toujours pas vraiment comblées. Chacun songe déjà à racheter des équipements – somme toute semblables (chars, véhicules blindés, avions de chasse) – qui ont leur utilité sans doute mais qui n'ont plus le monopole de

1 Cet article est paru le 16.02.2017 sur le site Bruxelles2. Il a été repris avec l'aimable autorisation de son auteur. <https://www.bruxelles2.eu/2017/02/16/le-mythe-des-2/>

2 Le pourcentage calculé à l'OTAN inclut normalement les pensions (retraites), sauf dans certains pays, Bulgarie par exemple. Il peut

donc différer de celui mentionné ailleurs. Le poids de ces retraites n'est pas négligeable : en France, il représentait en 2016 (avec les sommes versées aux anciens combattants), environ un quart du budget : 10,33 milliards € sur un budget total du ministère de 42,63 milliards €.

3 Chiffres OTAN, prévisions pour 2016.



l'action sur le terrain — les robots et drones faisant leur apparition —. Les duplications sont de règle.

### Peu d'ambitions sur le futur

Les budgets européens de défense sont toujours frappés par une (très) petite part consacrée à la recherche & développement/technologie (R&D, R&T). Ce qui empêche toute projection vers le futur. En sachant qu'un équipement acheté aujourd'hui est valable pour au minimum 20 ans (voire 30, 40 ou 50 ans), on a ainsi la valeur des échecs possibles. Tandis que l'absence de coordination entre les différents pays, la dispersion des armées, la fragmentation de l'industrie européenne et l'absence de volonté et d'incitants pour la développer,<sup>4</sup> demeurent des principes inscrits dans le marbre, donnant ainsi une double faiblesse aux budgets européens: peu importants en volume et peu coordonnés.

### Le panier percé des 2 %...

Sans résoudre ces points, le respect des 2 % apparaît comme remplir un panier percé... ou est juste bon pour permettre aux industriels américains d'écouler leurs surplus sur le Vieux continent et d'amortir ainsi leurs frais.

### ... au profit de qui ?

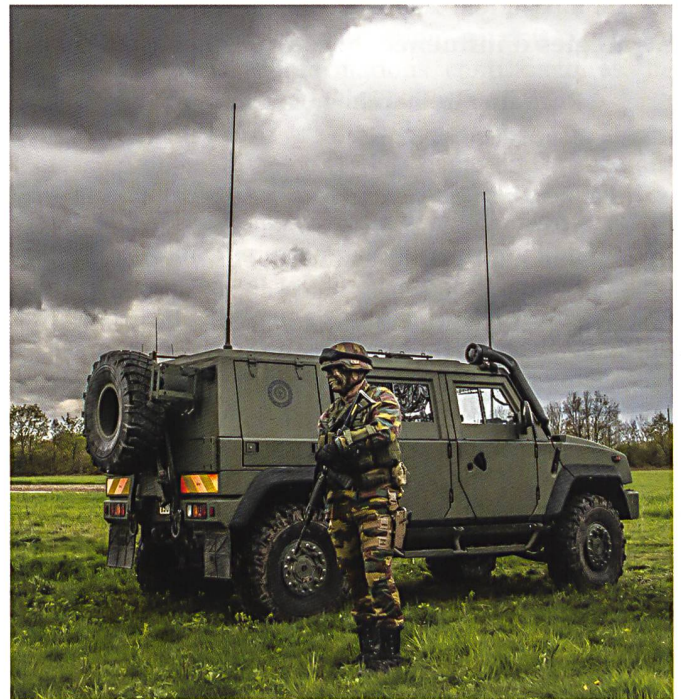
L'antienne, répétée à longueur de mois, par les responsables divers de l'Alliance et américains, est, certes, louable — obliger à un effort, nécessaire, supplémentaire pour la défense — mais il recèle aussi un objectif sous-jacent. Dépenser davantage et très vite = acheter ce qui est disponible sur le marché, avec un bon rapport qualité / prix, testé sur le terrain, garanti et... compatible avec les autres = acheter américain. CQFD. *America first...* Ou comme l'explique l'eurodéputé Arnaud Danjean<sup>5</sup>: «*Si ce qu'on nous demande, c'est de signer plus de contrats avec l'industrie américaine, qu'on nous le dise...*».

N. G.-V.

Ces photos ont été prises durant l'exercice YELLOW HOPE à Eben-Emaël, les 28-29.04.2016. L'unité engagée est la 2<sup>e</sup> compagnie de Carabiniers-Grenadiers de l'armée belge.



Mise en batterie d'une FN MAG.



Ci-dessus : La plupart des engins blindés de l'armée belge sont conçus pour des environnements de basse intensité, à l'instar du *Dingo*. Ci-dessous : Un engin guidé *Javelin* dont les capteurs optroniques peuvent également être utiles pour l'exploration.



<sup>4</sup> La plupart des Etats européens n'ont pas instauré une préférence européenne qui reste taboue. A défaut d'une préférence nationale — toujours recherchée dans l'attribution des marchés —, ils préfèrent passer directement à la préférence américaine. La décision française d'achat des Famas est, en soi, un contre-exemple à cette tendance.

<sup>5</sup> Dans un entretien à B2 à paraître prochainement.